

Baromètre des Territoires 2021

UNE FRANCE CONVALESCENTE, UNE FRANCE DU « PROCHE »

Bernard SANANES, Président ELABE

Laurence BEDEAU, Associée ELABE

Bruno CAUTRES, Chercheur CNRS et CEVIPOF

Vincent THIBAUT, Chef de groupe ELABE

Fiche technique

Interrogation

Echantillon de 10.054 personnes, divisé en 12 sous-échantillons régionaux de 800 individus (1.200 en Ile-de-France), représentatifs de la population résidente de chaque région administrative métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée par région aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle et taille d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

Interrogation par Internet entre le 10 septembre et le 7 octobre 2021.

Questionnaire

L'enquête est composée de 5 parties : « regard sur sa vie quotidienne, sa qualité de vie, ses aspirations individuelles », « Lien social », « Vivre ensemble », « Regard sur son territoire » et « Vision de la société ».
Au total, le questionnaire comprend une centaine de questions.

Marges d'erreur

La taille d'échantillon de 10.000 individus permet d'obtenir des marges d'erreur très faibles, comprises entre 0,3 et 1 point de pourcentage.

Janvier 2020. Apathie des lendemains de fêtes. La France ignore qu'elle retient son souffle. Dans quelques semaines la vie de 67 millions de Français et d'une bonne partie de l'humanité va basculer. Wuhan, Italie, Contamines-Montjoie, Oise, ... Ce qui relevait de la science-fiction est devenu pandémie. La première depuis un siècle.

12 mars 2020 : 25 millions de Français devant leur télévision assistent stupéfaits à la première des 8 allocutions présidentielles en 19 mois de pandémie.

Nous sommes jeudi soir. Les écoles resteront fermées lundi matin. C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale.

La santé et le soutien à l'activité économique deviennent des priorités nationales, « quoi qu'il en coûte ».

Le CAC40 enregistre sa plus forte baisse depuis la crise des subprimes en 2008.

15 mars 2020 : 1^{er} tour des élections municipales. L'abstention est historique, le dernier record tombe.

16 mars 2020 : « Nous sommes en guerre ». Le coronavirus, ennemi invisible, vient de confiner la France.

Coronavirus, Covid-19, gestes barrières, masque, gel hydroalcoolique, état d'urgence sanitaire, attestation, confinement, distanciation sociale, déconfinement, couvre-feu, apéro Zoom, cluster, télétravail, réanimation, test PCR, test antigénique, ARN messenger, pass sanitaire ... font irruption dans notre quotidien.

Peur, deuil, union nationale, solidarité, polémiques, déchirement, soulagement, respiration, asphyxie alterneront pendant de très longs mois.

Difficile et illusoire de ne pas interroger les conséquences, de ne pas chercher les traces d'une pandémie pas encore tout à fait terminée.

Mais la hausse brutale des prix de l'énergie et du carburant ravive les cendres d'une autre crise, celle du pouvoir d'achat. Et le souvenir d'une contestation dont les formes étaient inédites en 2018 : le mouvement des « gilets jaunes ».

Le Baromètre des Territoires Elabe est né en octobre 2018, du besoin de comprendre et décrypter les opinions de nos concitoyens en partant de ce qui fait leur quotidien et au plus près de l'endroit où ils vivent. Etude d'ampleur réalisée auprès de 10.000 personnes, la 2^{ème} édition du Baromètre des Territoires publiée par Elabe et l'Institut Montaigne avec la SNCF, écoute et analyse les peurs, les aspirations, les conflits et les solidarités qui se nouent dans les territoires.

Novembre 2021, après deux crises aussi majeures qu'inédites et à quelques mois d'une échéance électorale qui occupe déjà tous les débats, comment vont les Français, comment va la France, comment nos concitoyens (re)vivent-ils ensemble ?

PARTIE 1 :

Secoués par la crise sanitaire, les Français redéfinissent leurs essentiels et sacralisent leur « premier cercle » social et géographique

« Ras-le covid » et à bout de souffle, les Français veulent tourner la page

1^{ère} vague, 2^{ème} vague, 3^{ème} vague, 4^{ème} vague. 5^{ème} vague ... ?

Après le long règne de la peur et de l'inquiétude, la lassitude (41% de citations, 1^{er} sentiment évoqué) d'une crise sans fin et la nostalgie (40%) s'installent. Elles devancent nettement la satisfaction (34%), la confiance (33%) et la sérénité (33%), mais également la colère qu'éprouve 1 Français sur 4.

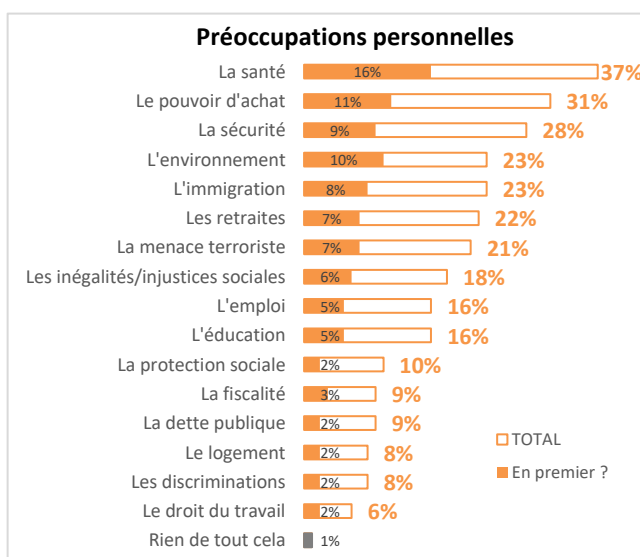
Sidérés par l'irruption de la pandémie il y a 1 an et 7 mois, les Français expriment aujourd'hui un sentiment de saturation et aspirent à tourner la page (67% jugent en octobre 2021 que l'on parle désormais trop du coronavirus).

Mais n'oublie pas

Tourner la page, mais tirer les leçons.

Cette crise a été avant tout sanitaire. Elle nous a rappelé la vulnérabilité de l'humanité et a sollicité le système de santé avec une intensité jamais vue en temps de paix : son fonctionnement, ses principes de solidarité, mais aussi les femmes et les hommes qui le font tenir.

La santé est devenue la préoccupation personnelle n°1 des Français (37% de citations, 1^{er} thème cité), sans distinction de classe sociale ni de génération.



Cap sur le « premier cercle » : être bien avec soi-même et avec les siens

Distanciation physique, isolement, confinements et restrictions de circulation ont privé des millions d'individus de relations entretenues auparavant avec plaisir, parfois avec bonheur mais souvent avec évidence, sans que ne soit interrogée ni mesurée la valeur qu'ils accordaient à ces liens.

- *L'ordinaire venant à manquer, il est (re)devenu exceptionnel et extraordinaire. La contrainte qui a fortement pesé sur nos relations familiales et sociales a augmenté la valeur que nous leur accordons. Pour 1 Français sur 2, la famille a aujourd'hui une place plus importante qu'avant la crise sanitaire, se traduisant à la fois par le temps et le soin qu'ils souhaitent lui accorder.*
- *Avoir des relations régulières avec sa famille est aujourd'hui considéré comme un essentiel pour avoir une vie épanouie (7,9/10 sur une échelle de 0 à 10 sur ce qui est indispensable pour réussir sa vie) ; et prendre soin de ses proches en situation de dépendance est perçu comme l'un des gestes les plus utiles pour améliorer les choses dans notre société (90% « utile »). Cette déclaration d'amour à la famille traverse toutes les générations, toutes les catégories sociales et tous les territoires de notre pays.*

Ce mouvement se traduit également par un recentrage sur soi et sur l'intime.

- **Être en bonne santé et se sentir bien dans son corps sont aujourd'hui les premiers « essentiels » d'une vie réussie (respectivement 8,6 et 8,1/10).**
- **Personnalité et situation familiale** (père/mère, marié, célibataire, ...) **sont les fondations de l'identité.** Une majorité se définit aujourd'hui d'abord par ce qu'il est en tant qu'individu, en privé, loin devant l'opinion politique, l'engagement pour une cause, la classe sociale, la nationalité, la profession, qui sont reléguées au second rang.
- **Si elle est parfois freinée et contrainte par les contingences du quotidien, la fameuse « quête de sens » semble bien faire évoluer les rêves et ambitions des Français, redéfinissant au passage ce qui fait « réussite » dans notre société :** avoir un métier qu'on a choisi et qui plaît, savoir faire des choses de ses mains, avoir un métier utile pour la société deviennent des priorités largement partagées et s'installent comme de nouveaux essentiels.

Réussir sa vie, pour une partie de la population, c'est aussi vivre (ou partir vivre) à la campagne. Les succès d'audience de « L'amour est dans le pré » depuis plus de 16 ans et l'accélération de départs des villes pendant la crise sanitaire sont des signes d'un nouveau « french dream » pour une partie de la population : ainsi pour les habitants des zones rurales, vivre à la campagne est érigé en objectif de vie et figure dans le top 5 des essentiels d'une vie réussie. C'est ici, dans les zones rurales et les petites agglomérations de moins de 20 000 habitants qu'on retrouve la plus grande part d'habitants qui sont venus s'y installer par choix de cœur, sans lien avec la profession ou le lieu de naissance (30%), chiffre également obtenu en Nouvelle Aquitaine 1^{ère} région où les habitants ont fait un choix de cœur. A l'inverse, les grandes agglomérations se distinguent par une part significativement plus importante de personnes s'y étant installées pour des raisons professionnelles ou pour étudier. Le cadre rural est aussi celui qui apparaît comme le plus enviable pour faire grandir ses enfants : plus de la moitié des habitants des zones rurales et des petites agglomérations souhaiteraient que leurs enfants y grandissent, contre moins de 4 habitants sur 10 dans les grandes agglomérations.



- A l'inverse, les « signes extérieurs de richesse » et les totems hérités du sacre du bonheur par la consommation de l'époque des Trente Glorieuses sont presque devenus anecdotiques (posséder le dernier smartphone, une belle montre, une résidence secondaire, une belle voiture ou encore faire le tour du monde). Sans remonter dans le top 10 des « essentiels », les rêves de voyage et de résidence secondaire sont cependant plus valorisés par les habitants des grandes agglomérations, comme autant de possibilités de « s'échapper » d'une ville que l'on a plus souvent choisie par raison que par envie.

Et le goût d'être « bien chez soi »

Le rêve de tour du monde a vécu. Et de la contrainte d'un horizon rétréci par la pandémie, une majorité des Français est passée à la saveur d'« être bien chez soi ». Protégés par ce cocon, les Français ont cultivé leur bonheur (78%, +5 se disent heureux dont 38% +5 très heureux). Un bonheur qui incite une majorité à envisager leur avenir personnel avec optimisme (57% +10).

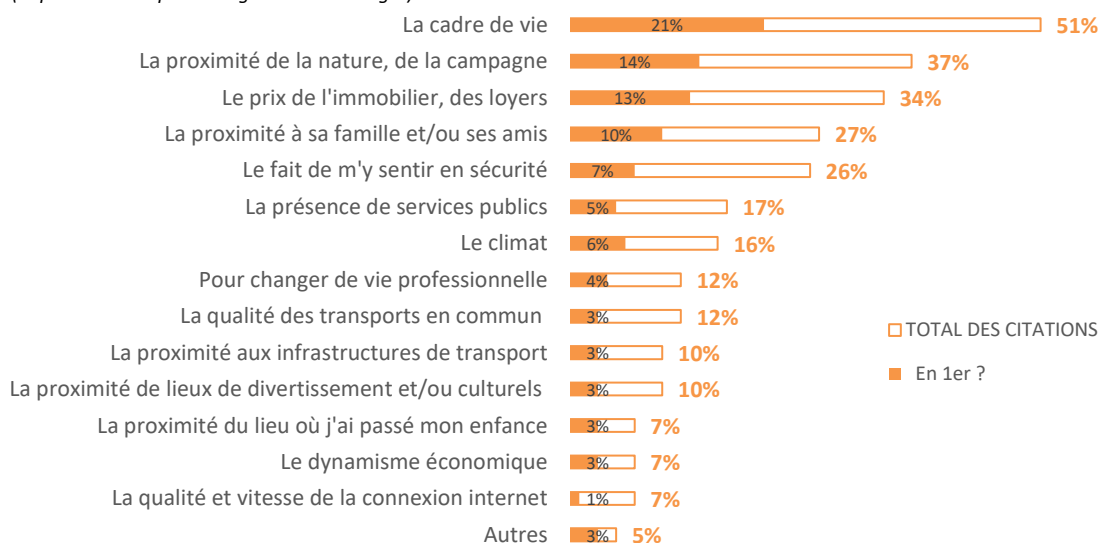
Cette tendance du premier cercle n'est pas née de la crise sanitaire, mais s'est nettement renforcée à cette occasion. Le domicile, le « 1 km », le « 10 km », sa région, c'est le nid du cocon dans lequel les Français se sont réfugiés pendant la crise, et dans lequel ils semblent vouloir s'épanouir aujourd'hui.

- **Cette aspiration, amplifiée par l'expérience des confinements, alimente un réel mouvement de départ des grandes agglomérations vers les villes moyennes notamment.** Motivés par la recherche d'un meilleur cadre de vie (51%), synonyme notamment de proximité de la nature, de la campagne (37%), 8% des Français ont déménagé suite à la crise Covid.

19% ont envie de franchir le pas (accentuation du souhait pour 12%, émergence pour 7%). Jeunes couples et jeunes familles vivant en appartement et dans les grandes agglomérations sont surreprésentés dans ces deux groupes. L'envie de déménager atteint 29% dans l'agglomération parisienne et 21% dans les autres agglomérations de plus de 100.000 habitants, alors qu'elle n'est « que » de 14% dans les zones rurales et petites agglomérations. Si le rêve apparaît réalisable rapidement pour 25% d'entre eux, 66% estiment que cela n'est pas faisable dans l'immédiat. 9% jugent leur envie d'ailleurs inatteignable.

Aspirations pour le nouveau lieu de vie

(auprès de ceux qui envisagent de déménager)



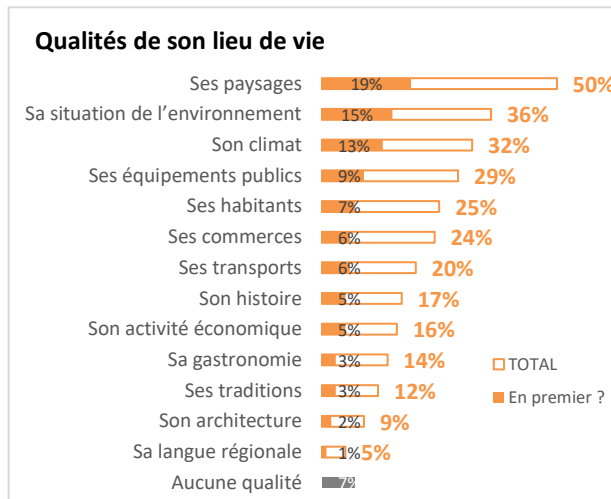
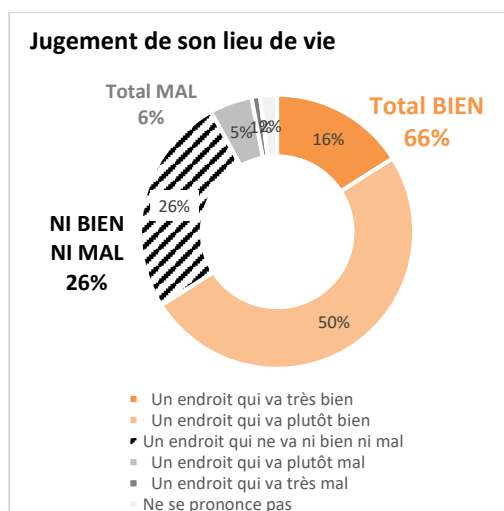
- *« Être bien chez soi », c'est aussi avoir la certitude qu'on n'y manquera de rien. La peur de « manquer » pendant le premier confinement et l'expérience actuelle des pénuries, inédites pour la plupart de nos concitoyens depuis la seconde guerre mondiale, ont brutalement révélé l'absolue nécessité de développer nos propres forces et d'accroître notre capacité de résilience. **Marqueur politique fort par le passé, l'aspiration à la « souveraineté » de la France pour produire fait aujourd'hui tomber tous les clivages et rassemble 8 Français sur 10.** Pour 18% seulement, la France doit continuer de faire des échanges avec l'ensemble des pays du monde ; à l'inverse, pour une large majorité, il est aujourd'hui primordial de produire en France et dans l'UE, afin de ne plus dépendre des autres pays pour produire ce dont la France a besoin. Ce chiffre dit à lui seul combien le regard sur la globalisation de l'économie a changé. Toutes les catégories sociales souscrivent à l'urgence d'une souveraineté économique retrouvée, condition pour tenir bon et résister au choc des crises qui menacent encore. Ce besoin de redevenir « autonomes », de produire et de consommer local, ouvre la voie à une économie circulaire au niveau des territoires. La démonstration de la plus grande résilience des circuits courts pendant la crise pourrait convaincre et encourager les Français à y avoir recours ou à encourager leur développement là où ils vivent, notamment en matière d'alimentation.*
- *En revanche, l'échelon de cette souveraineté fait débat et reconstitue en partie les clivages politiques connus : 44% veulent une autonomie qui se joue au niveau national (63% pour les électeurs de 2nd tour de Marine Le Pen en 2017), 37% avec les partenaires européens (46% pour les électeurs de 2nd tour d'Emmanuel Macron).*

2 Français sur 3 décrivent leur lieu de vie comme un endroit qui « va bien », dans lequel il fait bon vivre (sentiment particulièrement marqué sur les trois régions de la façade Atlantique). Ils louent avant tout leurs paysages (1^{er} élément cité, 50% de citations) ; la qualité de l'environnement et le climat (selon les régions) participent à la douceur de ce cocon.

Quelle que soit la région, les paysages sont systématiquement évoqués comme la 1^{ère} qualité du lieu de vie, à l'exception de PACA et Occitanie où le climat les devancent légèrement, et de l'Île-de-France où ce sont plutôt les infrastructures qui dominent. Les Hauts-de-France se distinguent par la chaleur de ses habitants (34%), la Bretagne et le Grand Est par la richesse des traditions (respectivement 20% et 19%) et la Bourgogne-Franche-Comté pour sa gastronomie (27%).

Au-delà de ces typicités régionales, une tendance de fond se dégage par type d'agglomération : de manière générale, les habitants des zones rurales et des petites et moyennes agglomérations mettent nettement plus en avant les dimensions liées à la géographie (climat, paysages), à la qualité de l'environnement, au terroir (gastronomie, traditions) et à l'humain. Alors que les résidents des grandes agglomérations louent avant tout le dynamisme économique et leur accès aux infrastructures (notamment de transport) et services publics.

Au final, ce sont les premières dimensions qui semblent le plus participer au sentiment du « bon vivre » dans son lieu de vie : 75% des habitants des communes rurales et 70% des agglomérations de moins de 20 000 habitants font part de ce « bon vivre », alors qu'ils ne sont « que » 58% dans les grandes agglomérations de plus de 100 000 habitants.



Mais ce jugement globalement positif sur le territoire dans lequel on vit se double d'un regard exigeant, parfois critique ou inquiet.

- **La qualité du lien social dans le quartier ou le village est fragile** : plus de 4 Français sur 10 a le sentiment de vivre « à côté » de ses voisins, sans établir de lien véritable. Fraternité et entraide ne sont pas la règle (à peine un tiers estime qu'il y a de la fraternité et de l'entraide entre les gens là où ils vivent). A noter cependant que le lien social et le vivre-ensemble apparaissent bien meilleurs dans les zones rurales et petites agglomérations, c'est également le cas en région Bretagne. Pour 21% (+2 par rapport à décembre 2018), il y a trop d'immigrés là où on vit, et pour 19% (+3) il y a des communautés religieuses qui forment des groupes fermés. Un sentiment nettement plus partagé par les habitants des grandes agglomérations (notamment en Ile-de-France et PACA), et par les sympathisants du Rassemblement National.
- **S'il reste morose, le portrait économique est pourtant moins négatif qu'en 2018** : dans les territoires, cela se traduit encore concrètement par le sentiment que la disparition des commerces de proximité se poursuit, que les créations d'entreprises sont trop peu nombreuses et que la recherche d'emploi est toujours difficile. A côté de leur douceur de vivre, les zones rurales et les petites agglomérations sont en revanche nettement plus fragiles sur le plan économique : seuls 18% des habitants des zones rurales estiment qu'il y a de plus en plus d'entreprises qui se créent (contre 31% dans les grandes agglomérations) et 18% que les commerces qui ferment sont repris et rouvrent rapidement (contre 39% dans l'agglomération parisienne et 30% dans les autres grandes agglomérations). Mais la catastrophe économique tant redoutée en 2021 n'a pas eu lieu. Et le soulagement s'exprime, donnant même lieu à un recul sensible du sentiment de déclin économique qui s'exprimait dans la plupart des territoires en décembre 2018. C'est sur la difficulté de retrouver un emploi que cette évolution est la plus nette. Si 4 personnes sur 10 (41%) en font encore le constat c'est 13 points de moins qu'en 2018.
- **Le sentiment d'insécurité, bien que minoritaire, s'installe comme une inquiétude diffuse et constitue une véritable entrave au quotidien** : 3 Français sur 10 entendent de plus en plus parler de cambriolages dans leur voisinage, 3 parents sur 10 ne peuvent laisser leur enfant sortir en journée sans inquiétude, seul 1 Français sur 4 sait qu'il peut compter sur la réaction des passants pour être aidé ou secouru en cas d'agression et 1 Français sur 5 estime qu'il ne peut pas sortir de chez lui à

n'importe quelle heure. Ce sentiment d'insécurité est nettement plus répandu dans les grandes agglomérations : à titre d'exemple, seul 1 habitant sur 2 (51%) des agglomérations de plus de 20 000 habitants estime qu'il peut sortir de chez lui à n'importe quelle heure.

- *La sécurité apparaît aujourd'hui comme le troisième sujet de préoccupation personnelle. Signe d'une réelle demande de reconnaissance des inquiétudes vécues quotidiennement, il est le premier thème dont les Français jugent qu'on ne parle pas assez dans le débat public.*
- *S'il est minoritaire sur l'ensemble du territoire, le sentiment d'insécurité environnementale atteint des hauts niveaux dans les grandes agglomérations : 33% des habitants de l'agglomération parisienne et 21% de ceux des autres agglomérations de plus de 100.000 habitants considèrent que le lieu où ils vivent est pollué.*
- ***Le sentiment d'accès aux services publics, transports en commun, lieux de loisirs et de culture est mitigé, et très dépendant de la taille de l'agglomération de résidence.*** *Les habitants des zones rurales et petites agglomérations décrivent des zones sous-dotées, alors que le regard est bien plus positif dans les grandes agglomérations. La fracture numérique reste forte : plus de 2/3 des agglomérations de plus de 20 000 habitants font part d'une bonne connexion, mais de 55% dans les agglomérations de moins de 20 000 habitants et 45% dans les zones rurales. Concernant les transports, la différence est particulièrement marquée : 71% des habitants de l'agglomération parisienne et 63% de ceux des autres grandes agglomérations estiment que leur lieu de vie est bien desservi par les transports en commun, contre seulement 14% des habitants des zones rurales et 27% des ceux des agglomérations de moins de 20 000 habitants. Pour se former, se cultiver, se soigner, etc. l'écart est là aussi important, de 10 à 20 points entre les types d'agglomération.*
- ***L'accès aux soins connaît des différences marquées par région*** : *33% des habitants du Grand Est ont renoncé ou retardé des soins de santé pour raisons financières récemment, ils sont 40% en PACA. S'agissant cette fois du système de santé, c'est en Centre Val de Loire et en Normandie que l'accès aux soins est jugé le plus compliqué.*

L'endroit où l'on vit, le « chez soi » est aussi un révélateur des inégalités : cocon pour certains, il est le lieu qui concentre les difficultés pour d'autres.

Dynamisme économique, sécurité, lien social, qualité de vie perçue : les Français ne sont pas égaux. Capital économique et culturel et taille d'agglomération du lieu de résidence sont aujourd'hui les deux éléments qui ont le plus d'impact sur les conditions de vie des Français.

D'abord sanitaire, la crise a aussi été économique et a rappelé l'amplitude des fractures économiques et sociales. Si le « quoi qu'il en coûte » de la crise sanitaire a temporairement permis d'en amortir le choc (à titre d'exemple, le taux de chômage est retombé à son niveau d'avant-crise), il n'a pas effacé les inquiétudes antérieures sur les questions économiques et sociales, aujourd'hui exacerbées par la hausse des prix de l'énergie.

PARTIE 2 :

Une France qui va -un peu- mieux, mais une France qui ne va pas bien

Les statistiques économiques et de l'emploi confirment, à date, l'efficacité de l'action de l'Etat pour amortir le choc économique de la crise Covid (activité partielle, annulation et report de charges, PGE,...). Contrairement à ce qui était redouté, la crise sanitaire n'a, à ce stade, pas dégradé la situation du pouvoir d'achat¹. Le soutien de l'Etat à l'économie et l'activité partielle ont même fait légèrement reculer la défiance à l'égard du « système » et le sentiment de vivre dans une société injuste (-10 par rapport à 2018). Celui-ci reste néanmoins nettement majoritaire (68%,) et partagé au-delà des habituelles lignes de fracture entre classes sociales.

Pouvoir d'achat : chronologie d'une France à l'euro près

La pandémie a fait irruption sur un terreau ancien de tensions économiques et sociales, qui a notamment vu naître la crise des « gilets jaunes » fin 2018.

Le pouvoir d'achat est aujourd'hui la 2^{ème} préoccupation personnelle des Français (31% de citations). Cette préoccupation est également alimentée par les inquiétudes sur les inégalités sociales (18%, 8^{ème} thème cité) et la situation de l'emploi (16%, 9^{ème} thème). Dans une région, en Normandie, il devance même la santé (39%-36%).

- *Présent dans tous les médias, le pouvoir d'achat est surtout un sujet concret et quotidien pour de nombreux Français.*

Aujourd'hui, 36% se restreignent pour boucler leurs fins de mois (41% dans les Hauts de France et 40% en Bourgogne Franche Comté). Pour 27%, cela leur permet de tenir leur budget du mois, mais pour 9% cela ne suffit pas et il faut puiser dans les réserves ou emprunter.

- *64% bouclent leurs fins de mois sans se restreindre : pour autant, 39% n'ont aucune capacité d'épargne ; 25% sont eux en capacité de mettre de l'argent de côté.*

Cette situation financière au quotidien a des sous-jacents profonds et ancrés dans le temps :

- *Des facteurs qui influent directement sur le niveau de revenus : la situation face à l'emploi, la profession, le niveau de diplôme.*

- *Mais aussi des éléments de situation de vie : le statut de propriétaire ou locataire, la composition du foyer (présence d'enfants et la monoparentalité).*

Capital économique et capital culturel sont également fortement corrélés et affectent considérablement l'aisance à évoluer dans notre société : par exemple, utiliser les nouvelles technologies sans effort, pouvoir comprendre et parler en anglais.

Une analyse chronologique permet d'appréhender le sujet « pouvoir d'achat » plus finement :

- *Le deuxième semestre 2018 a connu une forte crispation, jusqu'à un point extrême en décembre où près d'un Français sur deux (48%) affirmait devoir se restreindre pour boucler ses fins de mois.*

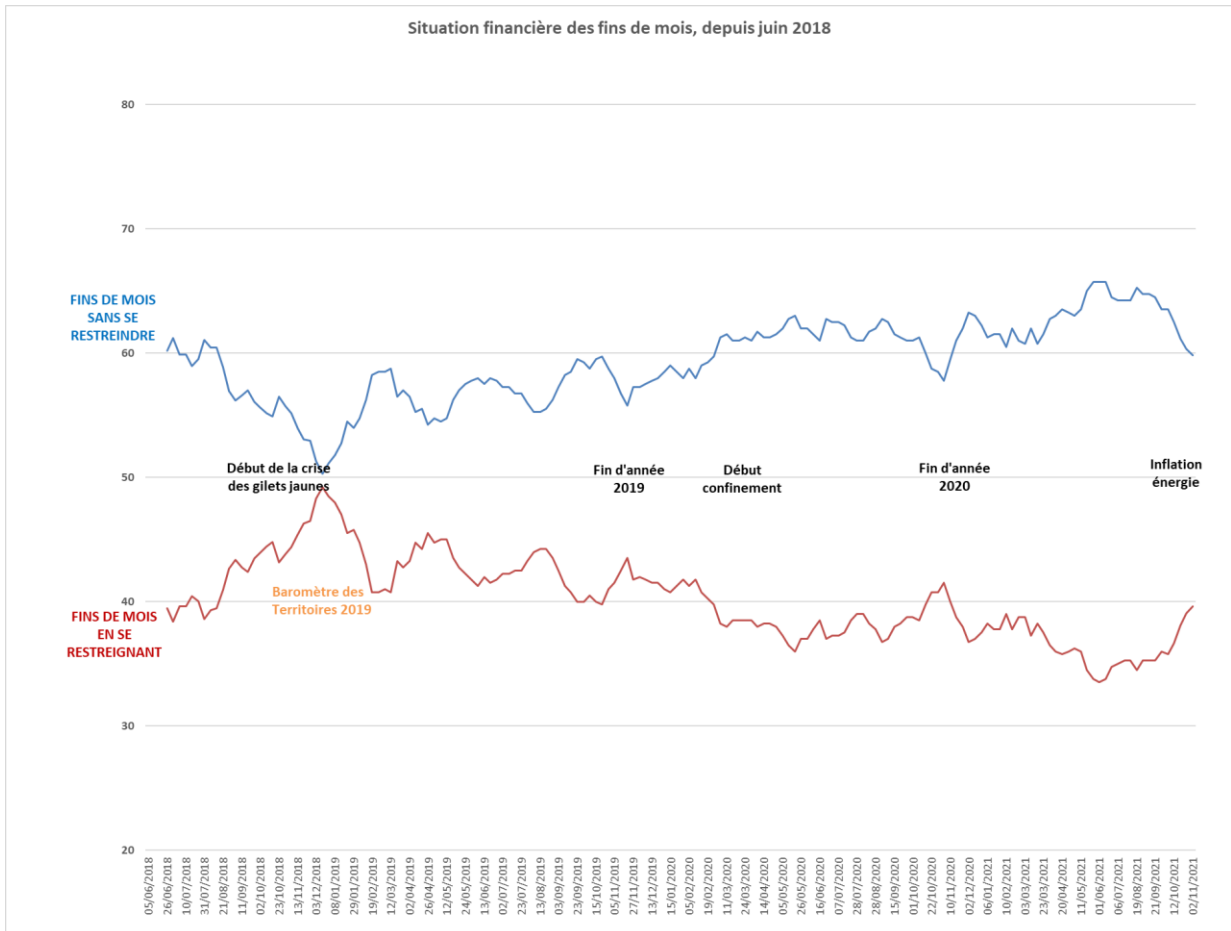
- *Depuis la fin de l'année 2019 jusqu'à la fin de l'été 2021, la perception moyenne de la situation financière s'améliore. Un effet possiblement déclenché par les mesures post-« gilets jaunes », ou la baisse de la pression fiscale, et plus probablement renforcé par la réduction de certaines dépenses,*

¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5396607> En 2020, la consommation des ménages chute, tandis que le pouvoir d'achat résiste

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5762455> En 2020, les inégalités et le taux de pauvreté monétaire seraient stables

imposée par les confinements et couvre-feux de la crise sanitaire. 36% des Français (-12) déclarent se restreindre au moment où la deuxième édition du Baromètre est réalisée.

- Ces dernières semaines, la hausse des prix de l'énergie a un effet immédiat sur le quotidien des Français. La courbe évolue rapidement et fin octobre ils sont 40% (+4/septembre) à faire le constat de fin de mois sous contrainte.

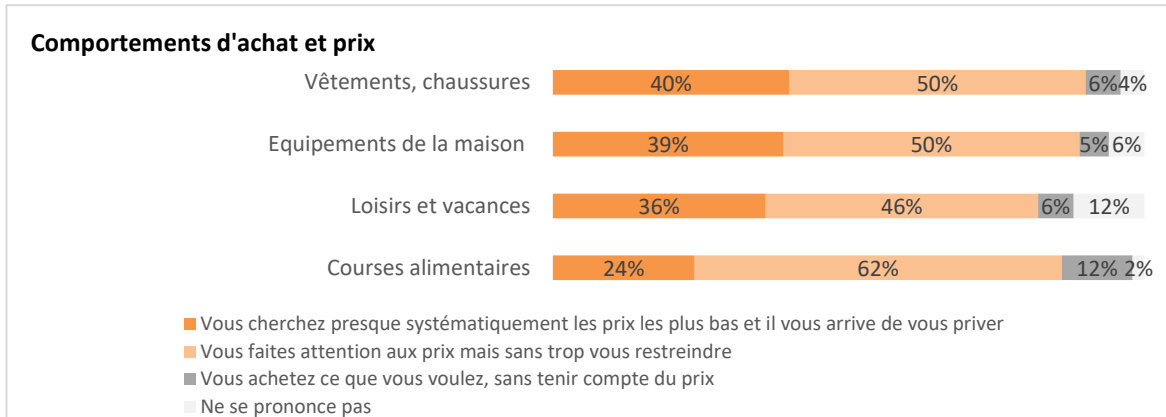


Le pouvoir d'achat, une pression du quotidien

La situation financière du foyer a des traductions très concrètes au quotidien :

- **Environ 1 Français sur 4 rencontre des difficultés à régler ses factures au moins une fois dans l'année.** Pour la majeure partie d'entre eux, la difficulté est récurrente.
- **S'il y a eu une relative décrispation du sujet dans le quotidien des ménages, la pression reste très forte. Près de 4 Français sur 10 cherchent systématiquement les prix les plus bas et parfois se privent pour s'habiller, pour les loisirs/les vacances, et pour équiper leur foyer. Pour l'alimentaire, le prix dicte toujours le choix d'un Français sur quatre.**

- Enfin, ce sont **plus de 4 Français sur 10 qui ont été à découvert au moins une fois dans l'année, dont 3 sur 10 régulièrement** (et 13% tous les mois). Pour la grande majorité (76%), ce découvert intervient dans les 3 premières semaines du mois, dont 55% entre le 15 et le 20 du mois (en moyenne le 18 du mois).



Si ces difficultés financières ne touchent pas exclusivement les foyers dont le niveau de revenus est le plus modeste, ceux-ci sont naturellement nettement plus exposés à la contrainte et au renoncement réguliers :

- **Prix les plus bas (et parfois privations) : 34% des Français ayant les revenus les plus faibles (3 premiers déciles) cherchent systématiquement les prix les plus bas voire se privent pour l'alimentaire** contre 11% pour les foyers les plus aisés (2 derniers déciles).
- **Frais mensuels (factures d'électricité, eau, abonnements téléphone/internet, ...)** : **environ 30% de ceux ayant les niveaux de revenus les plus faibles rencontrent des difficultés à les payer**, contre environ 15% pour les foyers les plus aisés.
- **Découvert du compte bancaire : 35% de ceux ayant les niveaux de vie les plus faibles sont régulièrement à découvert**, contre 21% pour les foyers plus aisés.

Si le soutien économique de l'Etat pendant la crise sanitaire a permis à date d'amortir le choc économique, le pouvoir d'achat, la fracture qu'il dessine entre fins de mois sereines et fins de mois sous pression, et par extension le sujet des inégalités de revenus, sont des lignes de clivage profondes qui structurent notre société.

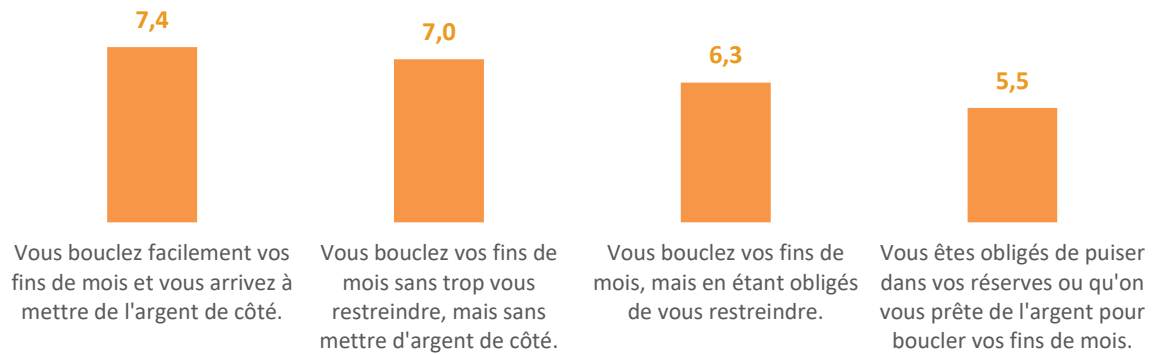
Des inégalités de conditions de vie qui perdurent

« L'argent ne fait pas le bonheur, mais il y contribue ». Cette expression française est d'une vérité sans appel : si 78% des Français se disent heureux dont 38% très heureux, ces chiffres cachent des différences colossales selon le niveau de vie.

- **87% des individus qui bouclent leurs fins de mois sans se restreindre déclarent être heureux** (dont 48% « très heureux »), alors qu'ils sont **65% parmi ceux qui doivent se restreindre** (dont 25% « très heureux »). Ces 22 points d'écart illustrent l'importance du niveau de vie dans la capacité à soutenir le bonheur individuel. Parmi tous les facteurs, il est de très loin le plus discriminant

Bonheur selon la situation financière des fins de mois

Moyenne, note sur 10



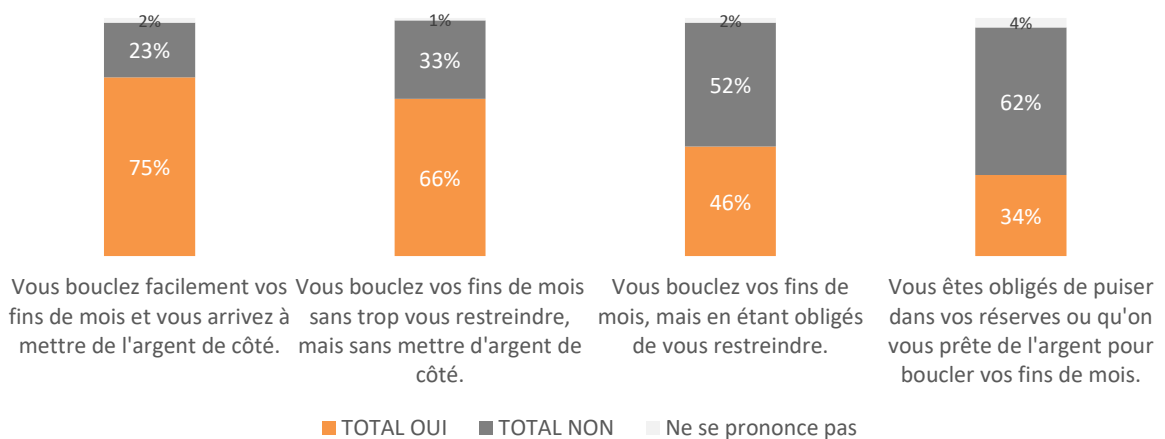
- ***S'il ne faut pas en faire une lecture purement déterministe sur le critère des revenus, il n'en est pas moins un facteur structurel.***

Cette structuration socio-économique est fondamentale pour comprendre les parcours de vie.

Derrière cette mesure du bonheur, c'est l'ensemble des déterminants de ce bien-être qui suivent la même logique :

- ***Le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène*** : 69% des individus qui bouclent leurs fins de mois sans se restreindre (que l'on appellera par commodité « sans restriction ») estiment avoir choisi la vie qu'ils mènent, contre 43% de ceux qui doivent se restreindre pour boucler leurs fins de mois (que l'on appellera « avec restrictions »). L'écart devient alors abyssal en comparant les deux catégories les plus opposées : 75% contre 34%, soit du simple au double.

Sentiment de mener la vie que l'on a choisi, en fonction de la situation financière en fin de mois



- ***Le sentiment de liberté de mouvement, de mobilité géographique*** : si un tiers (35%) des individus « sans restriction » ont le sentiment qu'ils seraient « coincés » là où ils habitent s'ils avaient envie de quitter leur lieu de vie actuel, ce ressenti concerne 48% de ceux « avec restrictions » (et même 56% de ceux qui sont le plus en difficultés), soit un écart de 13 points.

- La satisfaction de son équilibre de vie : 78% des individus « sans restriction » sont satisfaits de leur équilibre entre vie familiale, sociale et professionnelle, contre 56% de ceux vivant avec restrictions, un écart de 22 points.
- Le regard sur sa vie sociale : 51% des individus qui n'ont pas à se restreindre pour boucler le mois estiment que leur vie sociale est riche, contre 37% des Français qui doivent se restreindre. A nouveau l'écart est encore plus important entre les deux catégories opposées : 54% parmi les plus aisés contre 29% parmi les plus en difficultés. Les parents isolés apparaissent particulièrement touchés : seuls 32% déclarent avoir une vie sociale riche.
- Le soutien moral et économique de son entourage : 46% des individus « sans restriction » ont la certitude d'avoir le soutien de leurs proches en cas de problèmes graves dans leur vie, contre 36% de ceux vivant avec contraintes, un écart de 10 points.
- Le regard sur son propre parcours, ses conditions d'existence par rapport à celles de ses parents : 33% des individus « sans restriction » considèrent que leurs parents vivaient mieux, contre 57% de ceux « avec restrictions », un écart de 24 points.

Sur toutes ces questions, le Baromètre confirme la prédominance des inégalités sociales par rapport aux inégalités territoriales. Les écarts par type d'agglomération sont nettement moins élevés que les écarts sur la situation du pouvoir d'achat. C'est notamment le cas :

- Sur le sentiment d'être heureux l'écart maximum par type d'agglomération est de 2 points contre 22 sur la variable fin de mois.
- Sur le sentiment d'avoir « choisi sa vie » il est de 4 points par type d'agglomération contre 26 sur la variable fin de mois.
- Sur la question de l'équilibre de vie personnelle, professionnelle, de 2 points contre 22.
- Sur le regard rétrospectif à propos de la vie de ses parents de 3 points contre 24.
- Sur le sentiment d'être coincé là où on vit, 3 points contre 13.
- Sur la réussite sociale jouée d'avance de 4 points contre 8.

Un contrat social qui reste fragile mais ne s'est pas fissuré davantage

Ces inégalités de parcours et de conditions d'existence, qu'elles soient vécues ou constatées, continuent d'affaiblir les fondations du contrat tacite entre individus et Etat. Mais, et c'est à noter, celui-ci ne s'est pas davantage fissuré pendant la crise sanitaire. Si le pessimisme sur l'avenir de la société française demeure majoritaire (60%), il est en recul de 10 points. Comme si le modèle social, en faisant la preuve de sa résilience, avait fait redécouvrir, en partie au moins, la légitimité de notre contrat social.

- **Si plus d'1 Français sur 2 estiment que la promesse républicaine d'ascenseur social n'est pas tenue**, cette conviction est en recul de 9 points par rapport à décembre 2018, au plus fort de la crise des « gilets jaunes ». 54% pensent que la réussite sociale est jouée d'avance et dépend beaucoup de l'origine sociale des individus. Et plus d'1 Français sur 2 a le sentiment de davantage contribuer au système qu'il n'en bénéficie. Là aussi, la perception de déséquilibre est en recul (-9 points par rapport à décembre 2018), mais reste cependant majoritaire (56%).
- Sans opérer de mouvement spectaculaire, la crise sanitaire et sa gestion économique et sociale a légèrement renforcé le consentement à l'impôt (59%, +3 par rapport à fin 2018). Pourtant le sentiment d'inefficacité, voire d'injustice perdure, moins de 6 Français sur 10 jugeant qu'il est utile

de payer des impôts. Les différences régionales sont sensibles entre Pays de Loire (64% utile), Ile de France (64%, Bretagne (63%) d'une part, et les Hauts de France (54%), le Grand Est (55%), la Bourgogne Franche-Comté (55%) d'autre part.

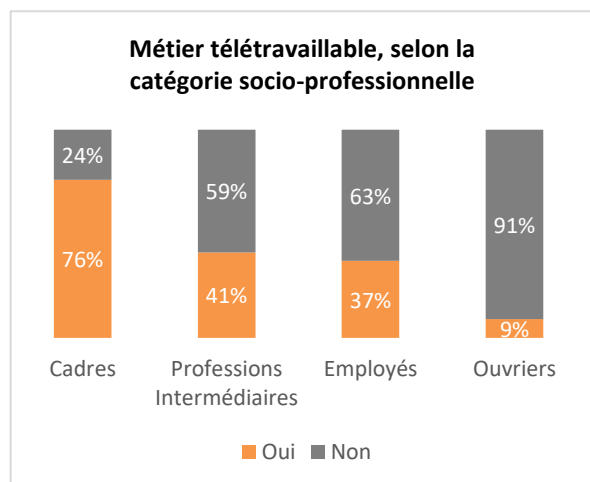
- **Ce sont bien les doutes sur l'efficacité de la redistribution qui pèsent sur le consentement. Plus de 8 Français sur 10 seraient prêts à payer plus d'impôts s'ils avaient la certitude que ces sommes sont allouées à l'amélioration réelle de « ce qui compte » à leurs yeux :** 31% seraient prêts à payer plus d'impôt pour avoir un meilleur système de santé, 26% pour avoir plus de policiers permettant d'assurer la sécurité des citoyens, 25% pour réduire la pauvreté, 22% pour avoir un meilleur système de justice, 20% pour réduire les pollutions, 19% pour avoir une meilleure éducation. Au final, seuls 17% affichent un refus inconditionnel et catégorique à accroître l'effort fiscal.

Télétravail :

une révolution Covid « catégorielle », terreau de nouvelles inégalités ?

La possibilité de faire du télétravail a divisé la France en deux.

- Aujourd'hui, 4 actifs sur 10 ont un métier « télétravaillable ». 76% des cadres sont concernés, pour 41% des professions intermédiaires, 37% des employés et seulement 9% des ouvriers.



- A cette première fracture de fait, s'ajoute celle d'un « retour à la normale » qui ne se joue pas avec les mêmes cartes pour tous : 57% des actifs ayant un métier télétravaillable le font encore ; 43% ont repris leur activité en 100% présentiel. Et pourtant le souhait est bien là : sur l'ensemble des personnes exerçant un

métier qui le permet, le nombre moyen de jours télétravaillé est de 1,4 ; le nombre souhaité est de 2,2. Un écart entre situation vécue et souhaitée plus important encore parmi les classes moyennes et les employés.

- Conséquence directe de la concentration des cadres dans les grandes agglomérations, le télétravail est un phénomène très marqué selon le lieu de résidence. 53% des habitants de l'agglomération parisienne et 42% de ceux des autres agglomérations de plus de 100.00 habitants ont fait du télétravail pendant la crise sanitaire, contre 30% dans les agglomérations moyennes et zones rurales. Dans plusieurs régions (Grand Est, Centre Val de Loire, Normandie) il n'a concerné que 30% des actifs, contre 42% en Auvergne Rhône Alpes ou 51% en Ile de France.

Ces inégalités dans les parcours de vie, ces freins, ces difficultés du quotidien, le sentiment d'injustice, fragilisent le vivre-ensemble. Mais les Français y ajoutent un constat sans appel : ils brossent le portrait d'une France désunie, qui peine à s'entendre et à se parler.

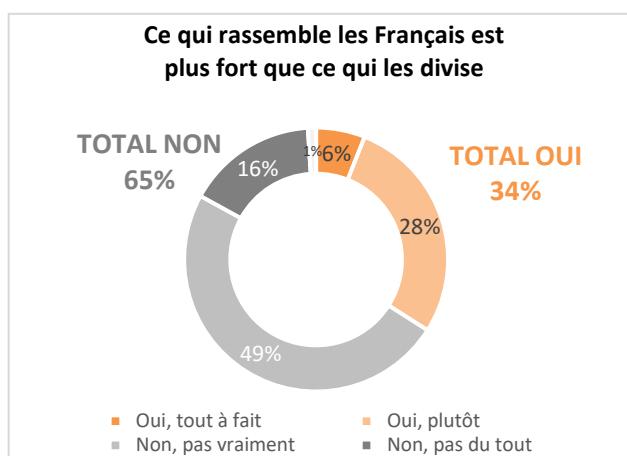
PARTIE 3 :

Une France désunie qui aspire au respect

Les Français peinent à se parler

Au-delà de l'analyse des données qui dessinent des fractures économiques et sociales fortes, les Français font eux-mêmes le constat d'une désunion nationale : seuls 34% estiment que ce qui les rassemble est plus fort que ce qui les divise. Ce sentiment est majoritairement partagé par toutes les catégories de population.

Cette désunion a plusieurs visages, et s'exprime dans le climat du débat public comme dans le quotidien.



- **Environ 7 Français sur 10 ont le sentiment qu'il n'est plus possible de débattre sereinement, et même de débattre tout simplement.**

Ils l'observent chez les politiques (74%), sur les plateaux TV (69%) ... mais aussi entre eux (67%). Voisins, passants dans la rue, connaissances, collègues, proches, le dialogue est devenu difficile.

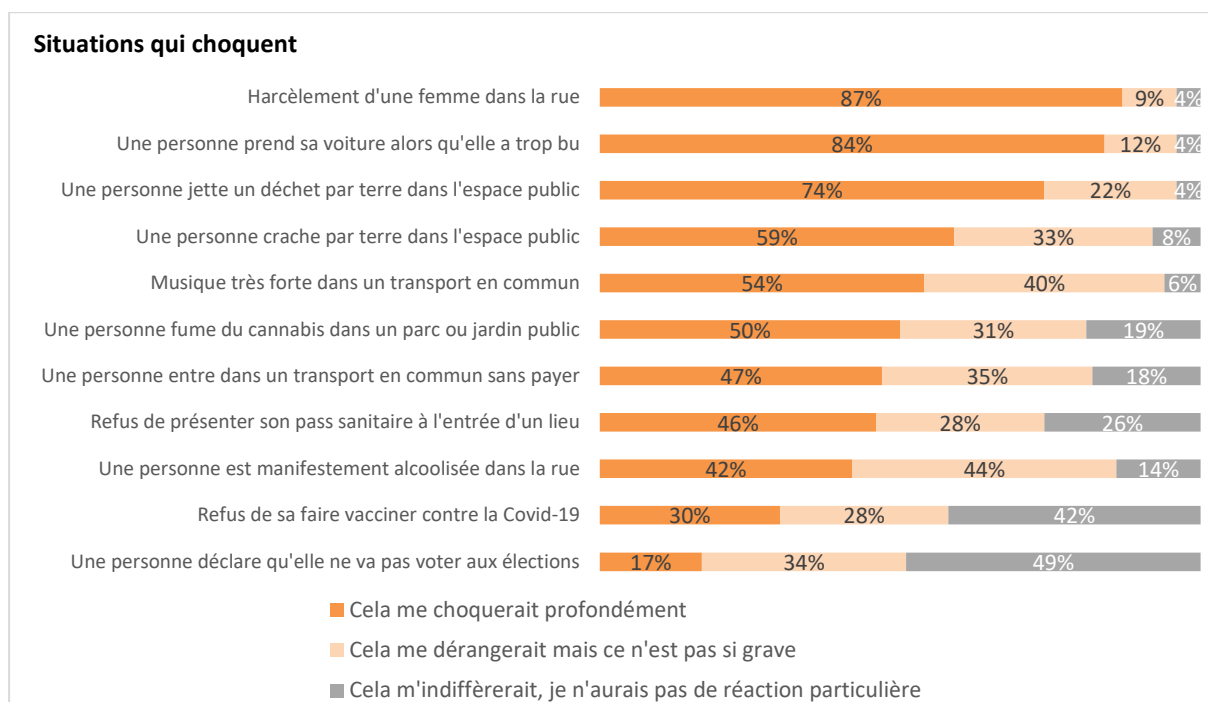
- **La crise sanitaire et son cortège d'incertitudes et d'hésitations, la question vaccinale et le pass sanitaire sont les nouveaux objets de désunion, qui engagent une partie de nos concitoyens à éviter le débat pour ne pas déclencher de conflit.**

La vaccination contre la Covid-19 a longtemps été freinée par cette opposition entre pro et anti. Si le taux de vaccination des plus de 18 ans atteint aujourd'hui 90%, il cache un clivage fort : 68% l'ont fait sans hésiter mais 32% l'ont fait par contrainte (notamment chez les plus jeunes, et les individus les plus défiants envers les institutions).

Alors qu'il est en place depuis plusieurs mois, le pass sanitaire est lui aussi l'objet de clivages : 64% y sont favorables, 36% opposés. C'est en Occitanie et en PACA qu'on y est le moins favorable (44% opposés). C'est aussi dans ces deux régions que le sentiment de division du pays est plus élevé, alors qu'il est nettement moins partagé dans les Hauts de France (59% divisé).

- **A ces nouveaux sujets de querelles s'ajoutent les situations et comportements qui irritent, choquent, indignent, notamment car ils sont vécus comme des atteintes à son bien-être et à la sécurité de soi et de son premier cercle : harcèlement de rue à l'encontre d'une femme (87% sont profondément choqués face à cette situation), conduite sous l'emprise de l'alcool (84%), déchet jeté par terre (74%) indignent.**

Cracher par terre (59%), mettre la musique forte dans les transports en commun (54%), fumer du cannabis dans un jardin public (50%), ne pas payer son ticket de transport (47%), refuser de présenter son pass sanitaire (46%) forment la longue litanie des agressions et incivilités qui suscitent désormais de « grandes colères » (environ d'1 Français sur 2 affirment que cela les « choque profondément »).



Et aspirent à une société du respect

Les Français s'accordent sur l'envie d'une société du respect, qui permet à chacun de « bien vivre » et de vivre sereinement.

- **Sécurité** (47% jugent qu'on n'en parle pas assez dans le débat public, 1^{er} thème), **pouvoir d'achat** (47%), **éducation** (47%) et **inégalités sociales** (46%) sont les priorités que les Français souhaitent voir inscrites à l'agenda.

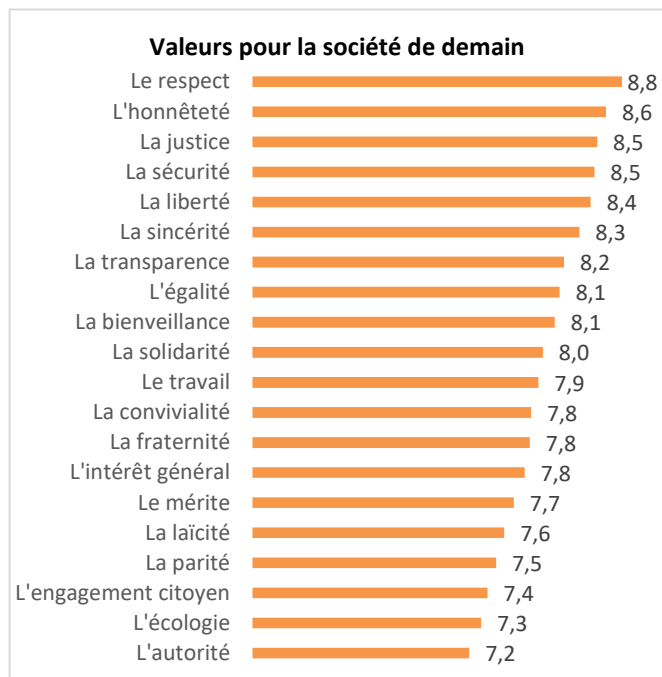
Si la sécurité semble redevenir un sujet majeur, son corolaire n'est pas une demande d'autorité mais avant tout, de respect. Un choix éloquent sur les aspirations françaises contemporaines.

- **La plupart de nos concitoyens érigent le respect en valeur cardinale pour construire la société de demain (8,8/10 ; 1^{ère} valeur).** L'autorité apparaît au dernier rang dans la liste des valeurs proposées (7,2/10 ; 1,6 points d'écart vs. le respect).
- **Le respect est polyphonique : respect d'une promesse, respect de soi, respect de l'autre quels que soient sa position ou son origine, respect de la loi, respect des convenances, respect de l'environnement, respect des gestes barrières, ... Quel qu'en soit l'objet, le respect parle de considération et d'égards². Il résonne comme un profond désir d'être vu, regardé, reconnu et estimé, qui que l'on soit, quoi que l'on fasse. De droite et de gauche, fortuné et précaire, en ville et à la campagne, le respect s'impose partout, enjambe toutes les fractures avec une intensité jamais vue (47% attribuent une note de 10/10 sur une échelle d'importance pour construire la société française de demain. En comparaison, la liberté ne réunit « que » 37% des Français sur cette note maximale). **Honnêteté (8,6/10), justice (8,5/10) et sécurité (8,5/10) trouvent naturellement leur place aux côtés du respect et dessinent une société de la tranquillité.** Liberté (8,4), sincérité (8,3), transparence (8,2), égalité (8,1) et bienveillance (8,1) complètent ce tableau.**

² Etymologie : du latin « respectus » : se retourner pour regarder, indique un temps d'arrêt de notre attention tournée vers quelqu'un. En faisant cet effort d'attention, nous optons pour une vision « interactionnelle » de la dignité : le respect revenant à lutter contre l'indifférence, à se détourner de soi comme signe d'une certaine considération d'autrui

Le « respect », valeur encore plus consensuelle que la « liberté » et l'« égalité », c'est l'importance du « quotidien », au moins autant que des « grands principes républicains ».

S'agissant ainsi de la laïcité (7.6/10), les conceptions sont tranchées : Pour 75% la laïcité c'est « permettre à chacun de croire ou ne pas croire, mais imposer la neutralité dans l'espace public (pas de présence de la religion, par quelque moyen que ce soit dans l'espace public) » contre 25% qui pensent « que l'on doit pouvoir afficher son appartenance religieuse dans l'espace public sans restriction ».



- **Dans cette France du « premier cercle » et du respect, prendre soin de ses proches en situation de dépendance, trier les déchets, se déplacer de manière « propre », voter aux élections locales et renoncer à des habitudes de vie préjudiciables pour la planète sont très largement considérés comme les gestes les plus utiles pour améliorer le monde dans lequel on vit. Et une surprise, ou plutôt une confirmation : la centralité réaffirmée de l'élection présidentielle (77%, soit quasiment le chiffre de participation au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, considèrent qu'y participer est utile pour changer les choses). A la région Nouvelle Aquitaine revient la palme du civisme : 81% font du vote un moyen utile pour changer la société, 83% s'agissant des élections locales.**

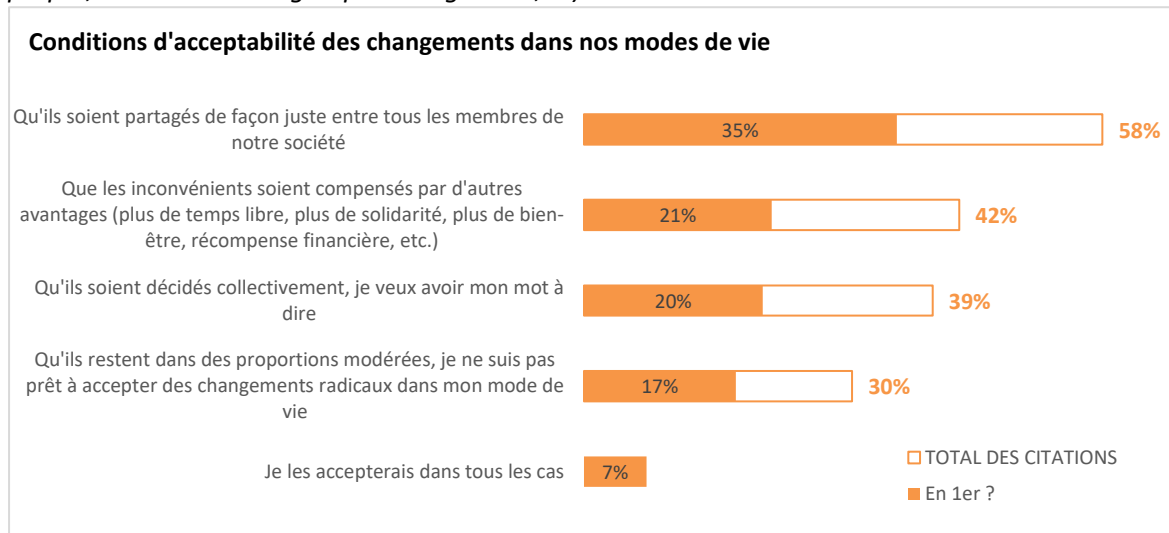
Environnement : unanimité sur le diagnostic de l'urgence, peurs, incertitudes et désaccords sur le chemin à emprunter

La place qu'a pris l'inquiétude écologique dans le débat public s'inscrit dans cette même aspiration. En effet, **la conviction de l'impact de l'environnement sur sa santé et celle de ses proches est très largement partagée (87%), installant dérèglement climatique et pollutions au premier rang des menaces pesant sur le « premier cercle ».**

Les Français expriment la certitude qu'il faut opérer des changements nets et importants, faire le choix d'une direction claire tout en tenant compte de la question sociale.

- *Ainsi, le modèle économique actuel apparaît pour 6 Français sur 10 incompatible avec les enjeux soulevés par le défi écologique (66% en Centre Val de Loire, 67% en PACA). Conscients et lucides, les trois quarts considèrent que nous sommes dans l'obligation de changer nos modes de vie (74%) et adopter un mode de vie plus sobre (77% en Bretagne). Au-delà de la contrainte, l'opportunité est également présente dans les esprits puisque pour plus de 8 Français sur 10, faire attention à l'environnement c'est aussi l'opportunité de créer des emplois et de nouveaux métiers.*

- Pour autant, une forte crainte émerge : les évolutions exigées par les conséquences du réchauffement climatique ne doivent pas être l'objet de nouvelles inégalités. La prise en compte de la question économique et sociale apparaît indispensable pour opérer cette transition avec succès. Il est demandé que ces changements soient avant tout justes, partagés collectivement (58%), préoccupation encore plus forte en Auvergne Rhône Alpes (62%), et en Pays de Loire (64%), puis que les inconvénients soient compensés par des avantages (42%), qu'ils soient décidés collectivement (39%) et qu'ils restent dans des proportions acceptables (30%). Aujourd'hui, 80% des Français regrettent de ne pas pouvoir en faire davantage parfois par manque de moyens financiers (mobilité propre, rénovation énergétique du logement, ...)



Si la préoccupation environnementale est aujourd'hui devenue universelle, elle contribue aussi au sentiment de désunion. L'urgence à agir ne fait plus débat. En revanche, le « chemin praticable » pour y parvenir coupe la France en deux et alimente l'inquiétude qui pèse sur notre avenir commun : 57% des Français pensent que le progrès technique permettra que la Terre reste vivable, 43% sont d'un avis contraire. Les débats actuels sur le nucléaire sont une autre illustration des sujets de clivage à propos du défi environnemental.

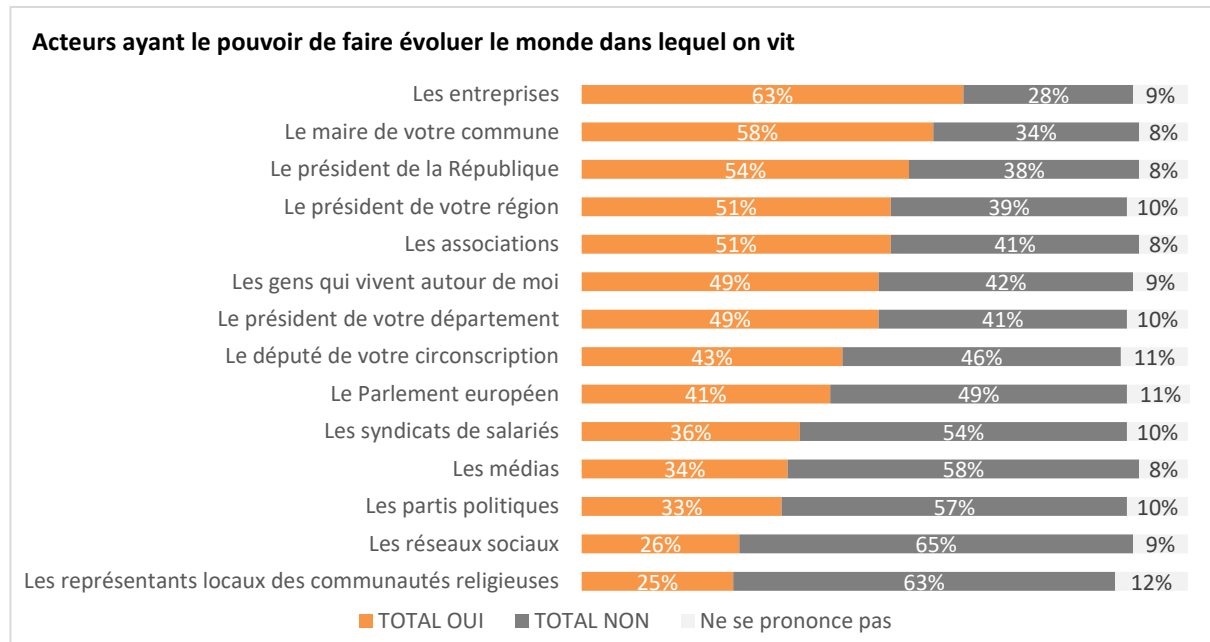
Le sujet écologique bouscule enfin les repères de la connaissance et les habitudes et réflexes du quotidien. Ainsi une nette majorité de nos concitoyens déplore le manque de clarté concernant les gestes vraiment utiles, autrement dit la direction à suivre (58% ne comprennent pas toujours ce qu'il faut faire).

Qui pour changer la vie ?

Si une partie de nos concitoyens apparaît presque résignée et ne prête à aucun acteur la capacité de faire évoluer la société, **un trio privé/public se dessine : les entreprises** (pour 63% des Français, elles ont la capacité de faire évoluer le monde dans lequel on vit), **l'exécutif local** (maires 58% /président de région 52%) **et l'exécutif national** (président de la République 54%).

- **Hommes et femmes politiques inspirent toujours une grande méfiance, au mieux de l'indifférence. Pour autant, à la faveur de la gestion de la crise COVID, le président de la République (54% estiment qu'il a le pouvoir de faire évoluer la société), les maires (58%) et présidents de région (51%) restent perçus comme des acteurs pouvant agir, en capacité d'avoir un impact sur le quotidien, mon territoire.**

- A l'inverse, médias et réseaux sociaux ne sont aujourd'hui pas considérés par une majorité comme des acteurs permettant de faire évoluer la société.



- Dans cette recherche d'impact, c'est l'entreprise qui apparaît comme l'acteur faisant le plus consensus dans sa capacité à changer les choses (63%). L'expression d'une exigence de plus en plus forte qui pèse sur l'entreprise est ainsi un signe d'une agilité et d'une capacité à faire qu'on lui attribue.
- L'entreprise se voit attendue sur des priorités multiples, son impact est scruté, ses progrès mesurés. Elle est aujourd'hui particulièrement attendue sur son devoir d'assurer la santé et la sécurité des salariés (48%), de les former (39%), d'assurer un juste partage de la valeur créée ; d'agir pour l'égalité homme-femmes (39%). Si son engagement environnemental est lui aussi perçu comme prioritaire (41%), elle doit encore convaincre sur la portée de son engagement, 42% des Français considérant qu'elles ne font pas d'effort pour sauver la planète.

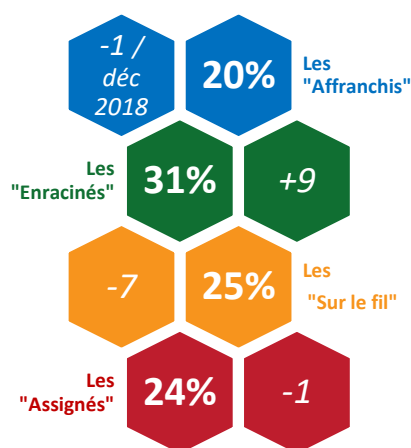


Typologie

Cette enquête d'ampleur permet de saisir **les deux grandes dimensions sous-jacentes qui structurent les opinions, les parcours de vie, la vie quotidienne des habitants de notre pays : situation financière et rapport à son territoire.**

Cela amène à « découper » la France en 4 catégories et adopter une grille de lecture qui va au-delà des simples critères habituels tels que le genre, l'âge, la profession, la préférence politique, ...

- Les « Affranchis »
- Les « Enracinés »
- Les « Sur le fil »
- Les « Assignés »



Méthodologie de la réalisation de la typologie

Pour analyser de grandes masses de données comme celles du Baromètre des Territoires, le recours à des méthodes statistiques puissantes s'impose : les analyses multivariées.

Ces méthodes d'analyse permettent de faire ressortir les grandes lignes et directions qui balisent la masse des données. Il s'agit de découvrir en quelque sorte les « secrets » enfouis dans les données.

Pour y parvenir, nous avons utilisé deux familles de méthodes statistiques : l'analyse factorielle et l'analyse classificatoire. L'analyse factorielle permet de découvrir les structures sous-jacentes qui existent dans les relations entre plusieurs indicateurs, et donc de réduire la centaine de questions du Baromètre des Territoires en quelques variables synthétiques clés. L'analyse classificatoire permet de découvrir si ces relations entre indicateurs permettent de classer les 10.054 individus interrogés en grandes catégories. Ces méthodes ont un caractère profondément exploratoire : nous sommes partis à la découverte des données, sans a priori.

Après les explorations des structures sous-jacentes, nous avons utilisé une classification ascendante hiérarchique (CAH), C'est-à-dire que les individus sont progressivement regroupés en fonction de la similitude de leurs réponses aux questions. C'est ce processus qui nous a conduit à identifier quatre grands groupes.

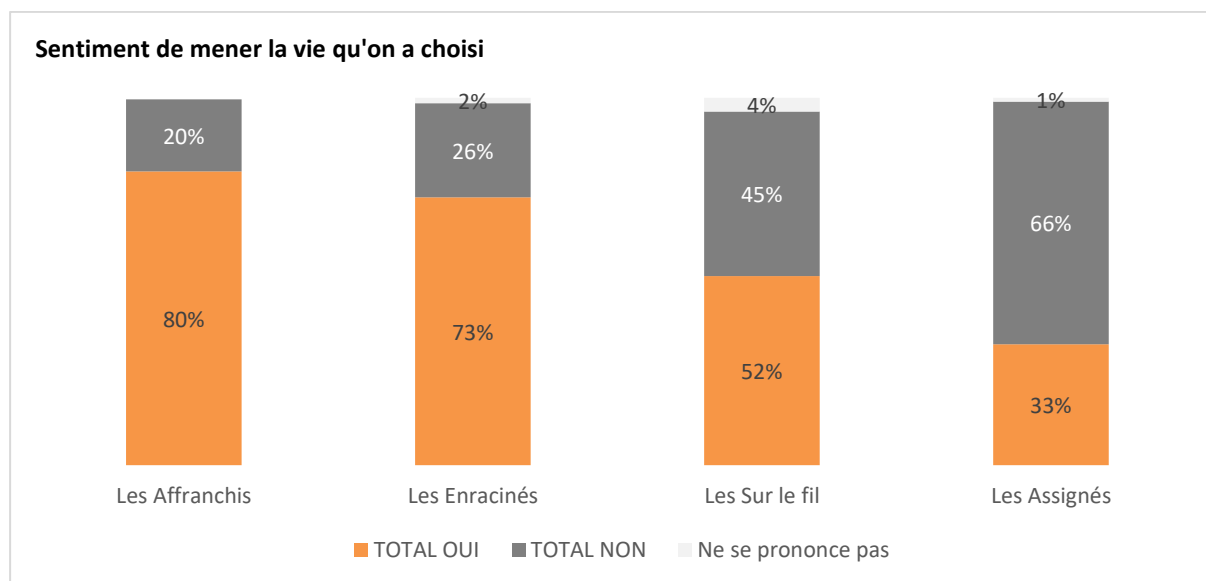
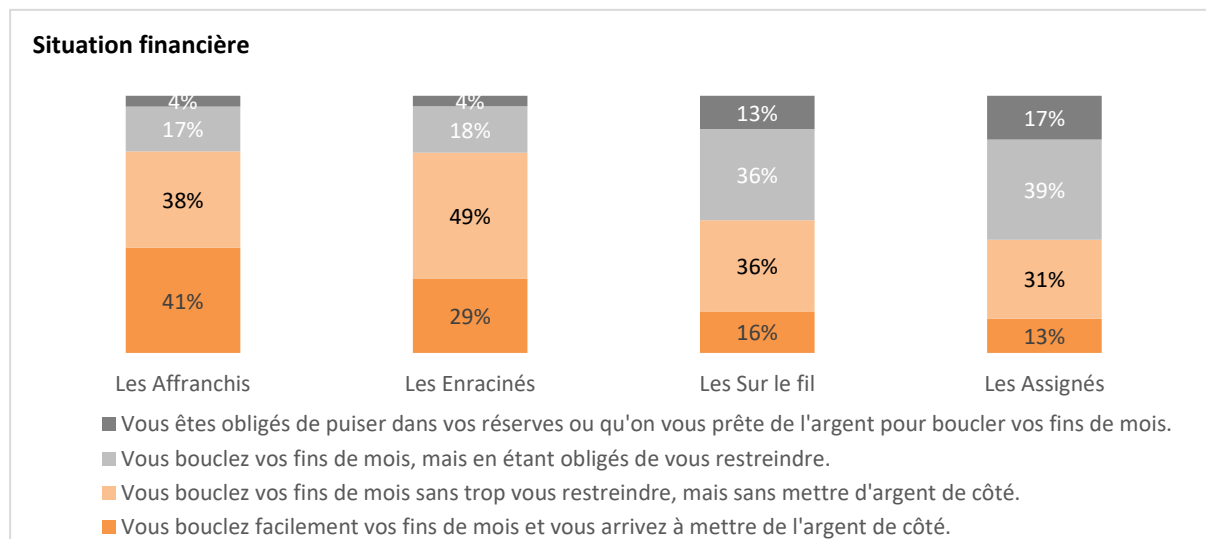
Par rapport à décembre 2018, le nombre de Français dans le groupe des « Enracinés » a augmenté (+9 points). C'est aujourd'hui le groupe le plus conséquent (31%). Ce mouvement s'est fait au détriment des « Sur le fil » principalement (-7), 2^{ème} groupe le plus important. Les « Affranchis » sont 20% dans la population française (-1) à alors que les « Assignés » pèsent aujourd'hui 24% (-1).

Ces résultats s'expliquent par **deux grands mouvements** :

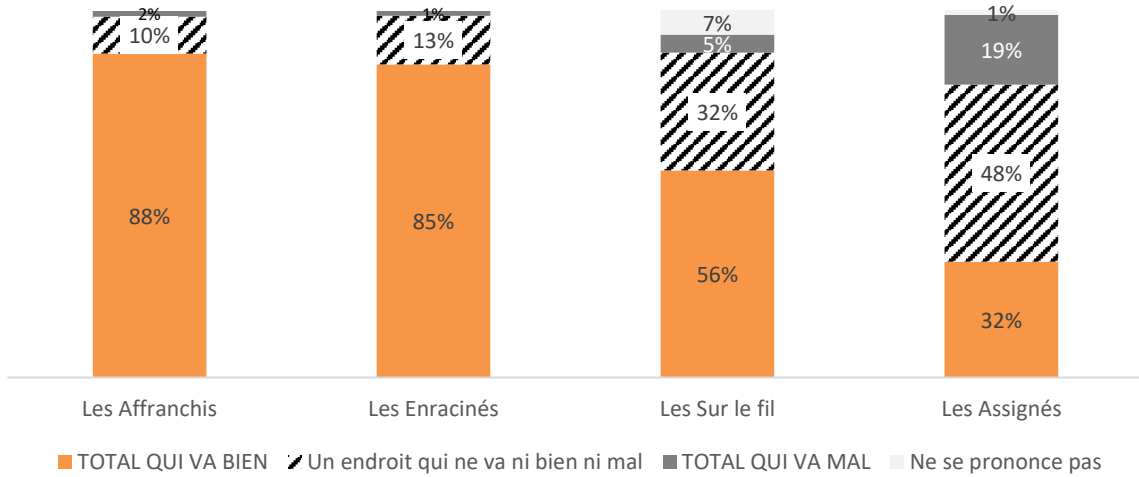
- **La crise Covid et notamment la sacralisation du proche ont provoqué un mouvement d'enracinement.**
- **Par rapport à décembre 2018, au plus fort de la crise des « gilets jaunes », la décrispation autour des questions du pouvoir d'achat a permis à un certain nombre de « Sur le fil » de voir les inquiétudes du quotidien perdre en intensité. La défiance envers les institutions est elle aussi moins importante qu'au plus fort de la crise des « gilets jaunes ».**

- *En revanche, ce mouvement n'a quasiment pas permis aux « Assignés » de basculer dans une meilleure situation. Ce sont les « Sur le fil », au capital socio-économique et culturel plus important que les « Assignés » et moins asphyxiés par les difficultés du quotidien, qui ont pu en profiter.*

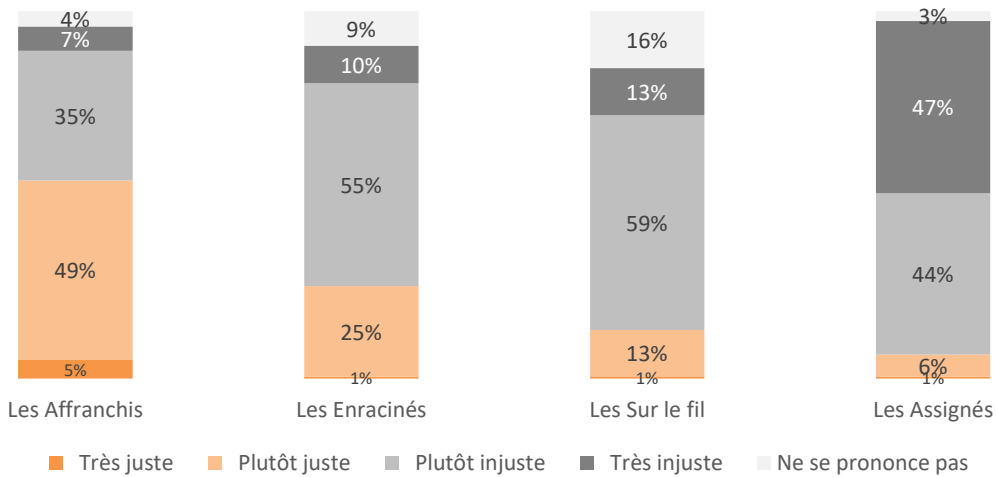
Les graphiques suivants illustrent les principales différences entre les 4 groupes :



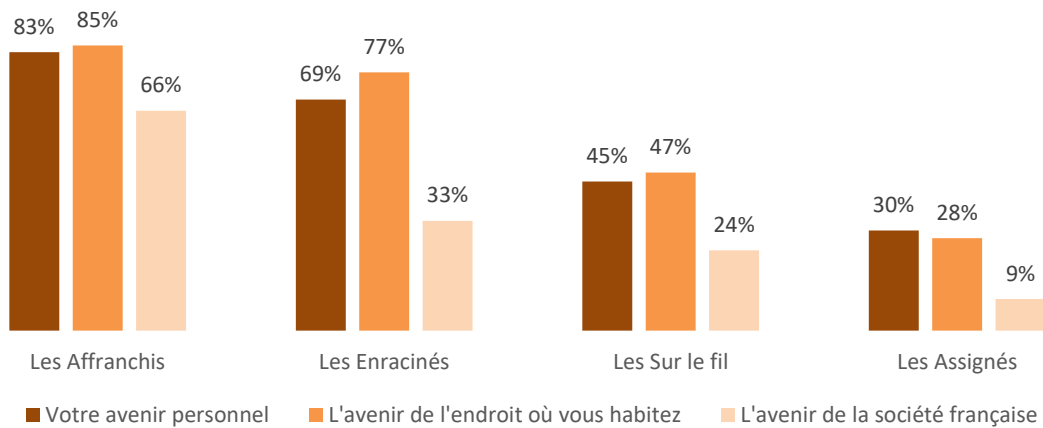
Jugement de l'endroit où l'on vit



Société juste ou injuste



Optimisme pour son propre avenir, l'avenir de son lieu de vie et celui de la société française



Les « Affranchis » (20% de la population)

Les « Affranchis » sont maîtres de leur destin et peuvent franchir les obstacles et difficultés de la vie sans peine. Ils disposent d'un capital économique et culturel élevé, ils évoluent avec aisance dans le monde actuel, s'adaptent facilement aux changements. Ils se sentent bien là où ils habitent, mais leur ancrage territorial est faible : leur territoire de vie, c'est avant tout celui qui leur permettra de saisir les opportunités et d'être « là où il faut ».

Les « Affranchis » décrivent leur rapport à la vie avec un **prisme hédoniste**. Ils vivent une **vie agréable** et la perçoivent ainsi.

- *Heureux (7,6/10 contre 6,8 en moyenne), satisfaits de leur équilibre vie professionnelle/vie personnelle (87% contre 70% en moyenne), avec une vie sociale riche (60% contre 41% en moyenne).*
- *Ils parviennent à enjamber les problèmes du quotidien (76% contre 64% en moyenne), et savent qu'en cas de besoin, ils peuvent compter sur leur entourage (92% contre 80% en moyenne).*

L'état d'esprit des « Affranchis » en sortie de crise est dominé par la **confiance** (51% de citations, 1^{er} item cité ; contre 33% en moyenne), la **satisfaction** (48% de citations contre 34% en moyenne) et la **sérénité** (47% contre 33%). Ils ont d'ailleurs le **plus souvent des métiers télétravaillables** (55% contre 40% en moyenne) et ont pu profiter de cette possibilité pendant la crise (83% de ceux ayant un métier télétravaillable), et encore aujourd'hui (63% de ceux ayant un métier télétravaillable).

En bref, **ils ont la vie qu'ils ont choisi de mener** (80% des « Affranchis », contre 59% en moyenne).

Cette existence heureuse et maîtrisée s'appuie sur un capital économique et culturel important.

- *Pour eux, les **fins de mois ne sont pas source d'inquiétude** (79% bouclent leurs fins de mois sans se restreindre contre 64% en moyenne). Au contraire, ils ont même une certaine **capacité d'épargne** (41% des « Affranchis », contre 25% en moyenne). Pour un tiers d'entre eux (32% contre 18% en moyenne), ils ont même le sentiment que leur situation financière s'est améliorée pendant les 12 derniers mois. Dans leur comportement d'achat, pour la grande majorité, la dimension financière ne dicte pas leurs choix (« seuls » 13% à 25% cherchent systématiquement les prix les plus bas, soit 10 à 15 points de moins que la moyenne).*
- *16% sont cadres (contre 10% en moyenne).*
- *Près d'un sur deux est **capable de lire et de parler anglais** (45% contre 29% en moyenne). 96% sont à l'aise avec les outils et services numériques, dont 51% jugeant très facile d'utiliser ces outils, pour 32% en moyenne.*

Leur capital économique et culturel leur permet de bénéficier d'un cadre de vie et/ou de conditions d'existences favorables.

- *Ils décrivent leur lieu de vie comme un **territoire qui va bien** (89%, contre 66% en moyenne), où il fait bon vivre (80%, contre 66% en moyenne). Il est **attractif** (72% contre 54% en moyenne), **dynamique économiquement** (de plus en plus d'entreprises s'y créent : 50% contre 27% en moyenne), **bien équipé** (accès internet de qualité : 77%, contre 62%), **bien desservi par les transports en commun** (64% contre 45% en moyenne), ils s'y sentent **en sécurité** (78% contre 65% en moyenne). La **vie locale** (initiatives d'animations locales 50% contre 32% en moyenne) et le **lien social** (entraide et fraternité entre les gens : 53% contre 37%) y sont **de qualité**. Ils s'y sentent bien et apprécient leur lieu de vie. A noter cependant que 24% d'entre eux estiment qu'il y a trop d'immigrés là où ils vivent (21% en moyenne).*

Ce capital personnel nourrit leur confiance individuelle. Et si une partie des « Affranchis » partagent le diagnostic d'une société injuste et malade, le tableau dessiné par ce groupe est beaucoup plus lumineux que la moyenne :

- **Leur position sociale atténue donc considérablement la sévérité du diagnostic, mais ils partagent en partie l'inquiétude.** 54% considèrent que la société actuelle est juste (contre 24% en moyenne). 53% que les gens ont les mêmes chances de réussir dans la vie quelle que soit leur origine sociale (contre 46% en moyenne).
- Si 43% font tout de même le constat de la désunion, **57% estiment que « ce qui rassemble les Français est plus fort que ce qui les divise »** (contre 34% en moyenne). Entre 4 et 5 « Affranchis » sur 10 estiment que le débat est encore possible dans notre pays (contre environ un tiers en moyenne).
- **Ils sont les moins défiants envers autrui et envers les institutions.** 71% font confiance aux gens qui vivent autour d'eux (contre 53% en moyenne), 67% aux maires de leur commune (contre 45% en moyenne), 54% au président de la République (contre 25% en moyenne), 55% aux entreprises (contre 30% en moyenne), 63% aux associations (contre 39% en moyenne). Dans la période récente, cette propension à la confiance a eu des traductions concrètes pour la grande majorité, ni le vaccin (72% sans hésiter contre 59% en moyenne) ni le pass sanitaire (77% contre 64%) n'ont provoqué d'opposition.
- **Jugeant qu'il remplit globalement son rôle, ils souscrivent plus largement au contrat social et fiscal.** 79% estiment qu'il est utile de payer des impôts (contre 59% en moyenne). 51% estiment en bénéficier au moins autant que ce qu'ils y contribuent (contre 34% en moyenne).

Portés par un certain optimisme et une confiance généralisée à l'égard des acteurs de la société, ils croient véritablement en la capacité de chacun à faire évoluer le monde dans lequel on vit. Pour chaque acteur, la capacité de changement attribuée est systématiquement supérieure de 20 à 30 points par rapport à la moyenne française. A titre d'exemple, 82% estiment que les entreprises ont le pouvoir de faire évoluer le monde dans lequel on vit (contre 63% en moyenne), 78% pour le président de la République (contre 54% en moyenne), 78% pour le maire de sa commune (contre 58% en moyenne), 70% le Parlement européen (contre 41% en moyenne) et 70% les gens qui vivent autour de soi (contre 49% en moyenne).

Politiquement, ils ont très largement voté pour Emmanuel Macron lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017 (39%, alors que son score au 1^{er} tour a été de 24% en suffrages exprimés). 21% se disent proche de La République en Marche ou du MoDem (contre 11% en moyenne). 28% déclarent n'avoir aucune préférence partisane (contre 40% en moyenne). Pour 2022, ils se projettent aujourd'hui plus largement pour un nouveau vote en faveur d'Emmanuel Macron.

Sociologiquement, ce groupe est constitué d'une proportion plus importante de **jeunes de moins de 35 ans** (36% contre 25% en moyenne). Loin de constituer la majorité, les **cadres** y sont cependant sur-représentés (16% contre 10% en moyenne). 56% résident dans une **grande agglomération de + de 100.000 habitants** (contre 46% en moyenne). Les hommes y sont légèrement sur-représentés (52% contre 47% en moyenne).

Les « Affranchis » sont notamment sur-représentés en Ile-de-France (27% contre 20% dans la population française).

Les « Enracinés » (31% de la population)

Les « Enracinés » mènent une vie qui leur convient, leur situation personnelle leur permet d'aborder l'avenir avec une relative sérénité. Pour eux, le lieu de vie tient une place majeure dans leur bien-être. Leur quartier, leur commune, c'est leur cocon. Ils y vivent depuis longtemps ou ont enfin réussi à s'y installer. Bien là où ils sont, leur bonheur ne passe pas par des rêves d'ailleurs mais bien par le « bon vivre » de leur territoire de vie.

Les « Enracinés » n'auraient envie de quitter leur territoire de vie pour rien au monde.

- *Même s'ils en avaient la possibilité, 86% n'auraient pas envie de quitter leur quartier (contre 67% en moyenne).*
- *Ils décrivent leur lieu de vie comme un endroit qui va bien (86% contre 66% en moyenne), où il fait bon vivre (84% contre 66% en moyenne). 81% s'y sentent en sécurité (contre 65% en moyenne), très peu relaient un climat de méfiance entre habitants (16% contre 29% en moyenne) et estiment qu'il y a trop d'immigrés (13% contre 21% en moyenne), 73% louent la situation environnementale (contre 55% en moyenne). En revanche, le dynamisme économique et la qualité des infrastructures n'est pas particulièrement relevée et se situent dans la moyenne (transport en commun, vitesse d'internet).*
- *De manière générale, ils ont confiance dans les gens qui vivent autour d'eux (70% contre 53% en moyenne) et le maire de leur commune (57%, contre 45% en moyenne).*

Au-delà du territoire dans lequel ils sont ancrés, leurs conditions économique et sociale d'existence sont plutôt bonnes.

- *Ils sont plutôt heureux (7,4/10), 73% ont le sentiment de mener la vie qu'ils ont choisi (contre 59% en moyenne), 79% se sentent en capacité de faire face aux problèmes du quotidien (contre 64% en moyenne), 82% se disent satisfaits de l'équilibre de leur vie et 56% estiment que leur vie sociale est riche (contre 41% en moyenne).*
- *Leur situation économique est plutôt bonne : 78% bouclent leurs fins de mois sans se restreindre (contre 64% en moyenne). Par rapport aux « Affranchis », ils sont cependant moins nombreux à avoir la capacité d'épargner (29% contre 41%). Dans leur comportement d'achat, ils sont vigilants aux prix mais la dimension financière n'exerce pas une pression trop forte (58% à 72%).*

Très bien installés dans leur cocon et ayant une situation financière et patrimoniale leur permettant de vivre sereinement, les « Enracinés » sont plutôt optimiste pour leur propre avenir (69% contre 57% en moyenne) et celui de leur lieu de vie (77% contre 59% en moyenne). En revanche, ils portent un regard assez contrasté sur l'état de la société française (comme la moyenne).

- *Seuls 33% sont optimistes pour l'avenir de la société française.*
- *65% estiment que la société est injuste.*
- *Seuls 32% estiment que ce qui rassemble les Français est plus fort que ce qui les divise.*
- *Environ 7 sur 10 estiment que le débat est impossible.*
- *S'ils estiment qu'il est utile de payer les impôts (71% contre 59% en moyenne), ils se distinguent des « Affranchis » en jugeant ne pas en bénéficier suffisamment : 66% jugent qu'ils contribuent d'avantage au système qu'ils n'en bénéficient (contre 56% en moyenne).*

Politiquement, ce sont des électeurs assidus : leur taux de participation aux élections est plus élevé que celui des autres groupes. Ils sont plus nombreux que la moyenne (27% contre 20% en moyenne) à

avoir **voté François Fillon** à la dernière élection présidentielle. 25% ont voté **Emmanuel Macron** . 16% se disent proche des Républicains (contre 10% en moyenne), 14% de LREM ou du MoDem (contre 11% en moyenne). **Pour 2022, ils se distinguent à date par une préférence pour Emmanuel Macron et le candidat de LR.**

Sociologiquement , ce groupe est le plus âgé et est constitué d'une proportion plus importante de **retraités** (44% contre 28% en moyenne). 47% résident dans une **commune rurale ou une petite agglomération de moins de 20.000 habitants** (47% contre 40% en moyenne) et 73% en maison individuelle (contre 62% en moyenne). 74% sont **propriétaires** (contre 58% en moyenne).

Les « Enracinés » sont sur-représentés en Bretagne (36% contre 31% dans la population française), en Bourgogne-Franche-Comté (35%), et en Pays de la Loire (35%).

Les « Assignés » (24% de la population)

Les « Assignés » sont asphyxiés au quotidien et englués dans les difficultés, notamment financières. Elles sont des embûches continues qui entravent la maîtrise de son destin et empêchent de « sortir la tête de l'eau ». Leur territoire de vie est le lieu de l'accumulation des difficultés : manque de dynamisme économique, lien social détérioré, sentiment d'insécurité, cadre de vie dégradé, ... S'ils en rêvent, pour autant, leur capital socio-économique ne leur permet pas de se déplacer vers des horizons meilleurs, ils sont « Assignés à résidence ».

Dans leurs réponses, les « Assignés » nous racontent des histoires de vie entravées par les difficultés, notamment financières. C'est une France qui va mal, celle des destins personnels et familiaux qui n'ont pu s'épanouir et qui ont été empêchés par un quotidien fait d'obstacles souvent infranchissables.

- *66% estiment ne pas mener la vie qu'ils ont choisi.*
- *Économiquement, 56% doivent se restreindre pour boucler leurs fins de mois (contre 36% en moyenne).*
- *Au quotidien, cela se traduit par des achats fortement dictés par le critère du prix, voire des privations (41% à 59% selon le poste de dépense, contre 24% à 40% en moyenne).*
- *Au cours des 12 derniers mois, ils sont près d'un sur deux (47%) à estimer que leur situation financière s'est dégradée (contre 28% en moyenne). 62% jugent même que l'on ne parle pas assez de pouvoir d'achat dans le débat public (contre 47% en moyenne).*
- *Seuls 49% estiment pouvoir faire face aux problèmes du quotidien (contre 64% en moyenne).*
- *Leur vie sociale est réduite voire inexistante (74% contre 56% en moyenne).*
- *Seuls 49% sont satisfaits de leur équilibre de vie (contre 70% en moyenne).*
- *C'est le groupe qui a le moins bénéficié de la révolution Covid du télétravail : seuls 31% ont un métier télétravaillable (contre 39% en moyenne).*

L'ensemble de ces difficultés pèsent fortement sur leur bonheur (5,6/10 contre 6,8 en moyenne) et sur leur capacité à se projeter dans l'avenir : 63% sont pessimistes pour leur avenir personnel (contre 32% en moyenne).

Cette situation quotidienne assombrit fortement leur regard sur la société française.

- *91% jugent que la société française est injuste (contre 68% en moyenne).*

- 68% estiment que la réussite sociale est jouée d'avance et dépend de l'origine sociale (contre 54% en moyenne).
- Seuls 17% pensent que ce qui rassemble les Français est plus fort que ce qui les divise (contre 34% en moyenne).
- Environ 8 sur 10 font le constat d'un débat impossible dans la société (contre 7 sur 10 en moyenne).
- 86% sont pessimistes pour l'avenir de la société française (contre 60% en moyenne).

En sortie de crise, 4 sentiments dominent : lassitude (57% contre 41% en moyenne), nostalgie (45% contre 40%), tristesse (43% contre 27% en moyenne) et colère (39% contre 24%).

Ils décrivent un lieu de vie qui cumule les problèmes.

- Seuls 31% parlent d'un lieu de vie qui « va bien » (contre 66% en moyenne).
- Seuls 42% estiment qu'il y fait bon vivre (contre 66% en moyenne).
- Seuls 36% déclarent que leur lieu de vie est bien desservi par les transports en commun (contre 45% en moyenne), 50% que l'accès à internet y est de qualité (contre 62% en moyenne).
- 51% évoquent un quartier qui n'est pas dynamique (contre 35% en moyenne), 47% un lieu où les services publics disparaissent (contre 36% en moyenne).
- Le lien social et le vivre ensemble y sont dégradés : 45% affirment que les gens se méfient les uns des autres (contre 29% en moyenne), 33% qu'il y a trop d'immigrés là où ils vivent (contre 21% en moyenne).
- Seuls 44% jugent qu'ils peuvent sortir à n'importe quelle heure dans la rue (contre 59% en moyenne).
- 41% entendent de plus en plus parler d'agressions, de cambriolages là où ils vivent (contre 31% en moyenne).

55% aimeraient quitter la région dans laquelle ils vivent (contre 38% en moyenne) mais 55% ont le sentiment que cela serait difficile, d'être coincés là où ils habitent (contre 40% en moyenne).

Pour eux, la promesse du contrat social et du modèle français d'égalité n'est pas tenue, et la défiance envers les institutions est forte.

- Seuls 39% estiment qu'il est utile de payer ses impôts (contre 59% en moyenne).
- 68% estiment davantage contribuer au système qu'en bénéficier (contre 56% en moyenne).
- Seuls 31% font confiance aux gens qui vivent autour d'eux (contre 53% en moyenne), 22% à leur maire (contre 45% en moyenne), 8% au président de la République (contre 25% en moyenne). Cette défiance généralisée prend notamment la forme d'une opposition plus forte au pass sanitaire (51% contre 36% en moyenne).
- Ils portent un regard sévère envers l'Union Européenne : 52% jugent qu'elle apporte plus d'inconvénients que d'avantages (contre 31% en moyenne).
- Ils doutent de la capacité des acteurs à pouvoir changer le monde dans lequel on vit (< à 50% pour l'ensemble des acteurs, entreprises à 53%).

Politiquement, ils ont avant tout voté pour **Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2017** (33% contre 21% en moyenne). 20% se disent proche du **Rassemblement National** (contre 12% en moyenne). Pour la prochaine élection présidentielle, ils expriment une préférence pour Marine Le Pen et Eric Zemmour.

Sociologiquement, ce groupe est constitué d'une part plus importante de personnes d'un **âge intermédiaire, entre 35 et 64 ans** (57% contre 49% en moyenne). En termes de lieu de résidence, ils suivent la répartition nationale et sont donc **présent sur l'ensemble du territoire quelle que soit la**

taille d'agglomération. 48% sont **locataires** (contre 42% en moyenne). 34% **vivent seuls**, sans conjoint ni enfant (contre 30% en moyenne). Les ouvriers y sont légèrement sur-représentés (15% contre 12% en moyenne). 15% se considèrent encore aujourd'hui comme des « **gilets jaunes** » (contre 8% en moyenne) et 27% sont des **sympathisants des « gilets jaunes »** (contre 19% en moyenne). Les « Assignés » sont sur-représentés dans les Hauts-de-France (28% contre 24% dans la population française) et en Centre-Val-de-Loire (27%).

Les « Sur le fil » (25% de la population)

Les « Sur le fil » ont une vie parsemée d'embûches et peinent à s'affranchir de leur situation socioéconomique et des inégalités territoriales. Pour autant, leur situation n'est pas figée (groupe le plus jeune, 63% ont moins de 50 ans) et ne relève pas du même niveau de difficultés que les « Assignés ».

Ces individus ont un profil socioéconomique hétérogène, mais teinté de difficultés.

- 52% vivent des fins de mois sans restriction, alors que 48% doivent se restreindre.
- 31% à 47% dictent leur comportement d'achat avant tout par le critère du prix (contre 24% à 40% en moyenne).
- 51% ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent (contre 59% en moyenne).
- Seuls 50% ont le sentiment de pouvoir faire face aux problèmes de la vie quotidienne (contre 64% en moyenne).
- 62% font part d'une vie sociale réduite voire inexistante (contre 56% en moyenne).
- Leur niveau de bonheur est légèrement en-deçà de la moyenne (6,5/10 contre 6,8).

Le regard sur leur lieu de vie est assez partagé, même s'il semble tout de même pâtir d'un certain nombre d'inconvénients.

- Seuls 56% des « Sur le fil » jugent que leur territoire de vie « va bien » (contre 66% en moyenne).
- Seuls 54% estiment qu'il fait bon vivre chez eux (contre 66% en moyenne).
- Seuls 44% estiment qu'ils peuvent sortir de chez eux à n'importe quelle heure (contre 59% en moyenne).
- Au final, 40% aimeraient pouvoir quitter leur commune tout en restant dans la même région (contre 34% en moyenne).

Le regard sur la société française est assez négatif, tout comme leur appréciation du contrat social.

- Environ 7 sur 10 font le constat d'un débat impossible (comme la moyenne).
- Seuls 33% estiment que ce qui rassemble les Français est plus fort que ce qui les divise (comme la moyenne).
- 57% estiment que la réussite sociale est jouée d'avance (contre 54% en moyenne), 43% que les gens ont tous la même chance de réussir (46% en moyenne).
- Seuls 46% estiment qu'il est utile de payer des impôts (contre 59% en moyenne).
- 71% parlent d'une société française injuste (contre 68% en moyenne).

Les « Sur le fil » sont assez éloignés de la politique. 37% n'ont pas voté à la dernière élection présidentielle (pour ceux qui ont voté, leur vote était d'abord dirigé vers Jean-Luc Mélenchon, puis Marine Le Pen et Emmanuel Macron). 51% affirment n'être proche d'aucun parti politique (contre 40%

en moyenne). Pour la prochaine élection présidentielle, à date, ils se dirigent plutôt vers une abstention massive.

Sociologiquement, ce groupe est plutôt jeune, 63% ont **moins de 50 ans** (contre 50% en moyenne). Les **femmes** y sont sur-représentées (58% contre 53% en moyenne). 36% sont des **employés** ou **ouvriers** (contre 29% en moyenne). 54% sont **locataires** (contre 42% en moyenne). Les « Sur-le-fil » sont présents de manière assez homogène sur le territoire

Si ces différents groupes ont des parcours de vie, des conditions d'existence, un quotidien drastiquement différent, nos quatre groupes partagent des points essentiels à propos de ce qu'est une vie réussie et à propos du projet de société susceptible de les réunir.

- *Quel que soit le groupe, être en bonne santé, se sentir bien dans son corps, avoir des relations régulières avec ses proches et avoir un métier qui plaît constituent les essentiels d'une vie réussie. Et pour tous, le dernier smartphone, le tour du monde, la belle voiture et la belle montre sont en queue de liste.*
- *Pour la société de demain, tous se rejoignent pour ériger le respect en valeur cardinale. Et tous l'accompagnent des valeurs d'honnêteté, de justice, de sécurité, de liberté et de sincérité.*
- *Le besoin de souveraineté et de ne plus être en situation de dépendance est lui aussi partagé de tous (75% à 85% de chaque groupe). Dans cette envie commune, un point de divergence apparaît : les « Affranchis » penchent davantage pour une solution européenne alors que les « Assignés » préfèrent une solution nationale.*
- *Le défi écologique est aussi vecteur de rassemblement : impact sur la santé, volonté d'agir, besoin d'une direction claire. Tous partagent également l'idée que la cause environnementale peut être une opportunité pour l'emploi (entre 75% et 92%).*
En revanche, quelques divergences apparaissent : Les « Affranchis » sont moins enclins à bousculer l'ordre établi et sont donc davantage en défense du modèle économique actuel et misent fortement sur le progrès technique pour que la Terre reste vivable.